



Industrie
Canada

Industry
Canada

Indicateurs économiques mensuels

Mars - avril 2004
Comprend le rapport spécial :
Situation financière des ménages


Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/ra01894f.html>


Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS


Mars-avril 2004


FAITS SAILLANTS


 **Le produit intérieur brut (PIB) réel recule de 0,1 % en janvier, après avoir progressé de 0,5 % en décembre.**

 **On compte 13 000 emplois de moins en mars et 20 000 de moins depuis le début de 2004. Toutefois, les pertes sont recensées exclusivement dans l'emploi à temps partiel. Le taux de chômage augmente et passe à 7,5 %.**

 **L'excédent commercial du Canada fait un bond de 0,6 milliard de dollars en février. Les exportations (7,0 %) et les importations (6,1 %) progressent fortement.**

 **La Banque du Canada abaisse de 0,25 point de pourcentage son taux cible du financement à un jour pour le ramener à 2,0 % le 13 avril, afin de soutenir la demande intérieure.**

 **Les indicateurs récents laissent supposer un maintien de la vigueur aux États-Unis. On y compte 308 000 emplois de plus en mars. Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée en quatre ans.**

 **Les rendements à long terme suivent une trajectoire ascendante depuis quelques semaines, signe que la Réserve fédérale des États-Unis pourrait augmenter ses taux d'intérêt plus tôt que prévu.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En milliards \$ 1997)	1 025,4	-0,1	1,6	Janv.
Biens	323,2	-0,4	1,6	Janv.
Services	703,4	0,0	1,7	Janv.
Indice composite	189,9	0,4	5,2	Févr.
Emplois (En milliers)	15 901	-0,1	1,3	Mars
Temps plein	12 978	0,0	1,9	Mars
Temps partiel	2 923	-0,5	-1,2	Mars
Chômage* (En %)	7,5	7,4	7,4	Mars
Jeunes*	14,3	14,1	12,8	Mars
Adultes*	6,2	6,1	6,4	Mars
Inflation mesurée par l'IPC*	0,7	0,7	4,3	Mars
Ventes au détail (En M\$)	26 362	1,6	1,2	Janv.
Mises en chantier (En milliers)**	247,0	14,2	11,4	Mars
Balance commerciale* (En M\$)	5 670	5 051	4 904	Févr.
Exportations	34 089	7,0	-2,2	Févr.
Importations	28 419	6,1	-5,1	Févr.
M&M	8 391	9,3	-0,7	Févr.

		Mars	
		14 avril***	2004
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,07	2,10	3,28
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,68	4,33	5,13
Dollar canadien (En cents US)*	74,32	76,26	68,13

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.

**Société canadienne d'hypothèques et de logement.

***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada. Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/ra01894f.html>

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars-avril 2004

TABLES DES MATIÈRES	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
Rapport spécial	
<i>Situation financière des ménages</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	17

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 21 avril 2004. Il a été préparé par Jenness Cawthray, Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Rimbaud et Marc Vachon de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Les IEM sont publiés huit fois par année, répartis de la façon suivante : des numéros uniques pour février, mai, août et novembre et des numéros jumelés pour décembre-janvier, mars-avril, juin-juillet et septembre-octobre. Dans l'intervalle des numéros jumelés, nous vous prions de consulter notre publication trimestrielle, le Moniteur micro-économique, qui présente une analyse courante de la situation économique.

Veillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.



PIB réel par industrie

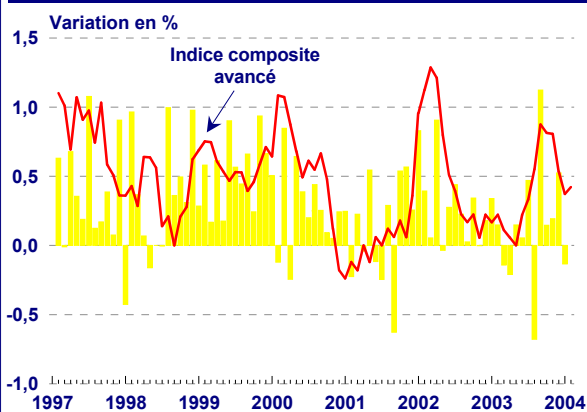
La croissance économique fait une pause en janvier...

- Après avoir progressé de 0,5 % en décembre, la production a reculé de 0,1 % en janvier. Il s'agit de la première baisse depuis le repli de 0,7 % enregistré en août au moment de la panne de courant. La faiblesse des ventes d'automobiles nord-américaines observée ces derniers mois pèse lourd sur certaines industries. Néanmoins, le PIB réel a augmenté de 0,3 % par rapport au niveau du quatrième trimestre. De plus, certains indicateurs économiques, notamment les exportations et les expéditions, laissent entrevoir un redressement de la production en février.

...dans la foulée de la diminution de la demande d'automobiles et de logements neufs

- Dans le secteur des biens, la production s'est repliée de 0,4 % en janvier après avoir augmenté de 1,0 % en décembre. Le secteur de la fabrication a réduit sa production après l'avoir augmenté deux fois de suite. Les fabricants de véhicules et de pièces d'automobiles ainsi que leurs fournisseurs ont été touchés par la diminution de la demande des consommateurs. La plus faible demande est aussi à l'origine du fléchissement de la construction résidentielle. Un temps plus froid que d'habitude a ralenti la production pétrolière et gazière, mais il a eu un effet bénéfique sur les services publics, qui ont affiché la plus forte hausse de production (4,1 %).
- Après s'être redressée de 0,3 % en décembre, la production n'a pas évolué dans le secteur des services en janvier. Le rythme d'activité du commerce de gros et du transport a diminué à cause des ventes moins importantes de véhicules automobiles. La diminution des voyages des étrangers au Canada a nui à l'hébergement et à la restauration. Les avances enregistrées dans d'autres industries de services, notamment le commerce au détail ainsi que l'information et la culture, sont venues compenser ces diminutions.

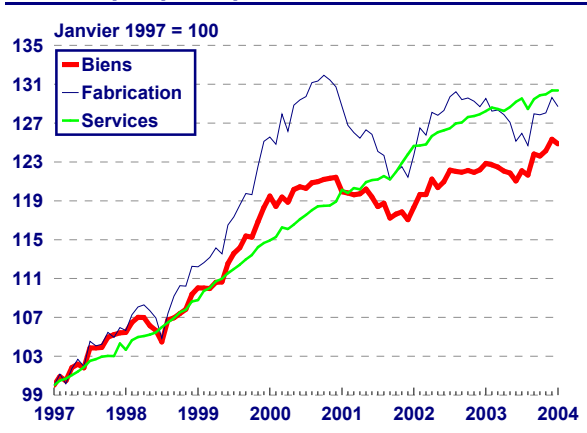
PIB réel aux prix de base



PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Janvier 2004	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	1 025 407	-1 368	-0,1	1,6
Secteur des entreprises	868 457	-1 624	-0,2	1,6
Biens	323 231	-1 239	-0,4	1,6
Agr., forest, pêche, chasse*	23 953	-119	-0,5	5,2
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 283	-431	-1,1	3,9
Services publics	27 051	1 059	4,1	0,5
Construction	56 352	-229	-0,4	6,2
Fabrication	177 629	-1 306	-0,7	-0,7
Services	703 403	-56	-0,0	1,7
Commerce de gros	62 456	-2 168	-3,4	-0,5
Commerce de détail	56 160	553	1,0	1,2
Transport et entreposage	46 706	-391	-0,8	-0,1
Information et culture	41 983	447	1,1	-0,1
FASI**	206 590	832	0,4	2,6
Serv. professionnels***	45 121	215	0,5	2,2
Admin. et gestion des déchets	22 490	30	0,1	2,0
Enseignement	45 667	25	0,1	0,4
Soins de santé et assist. sociale	61 645	193	0,3	3,3
Arts, spectacles et loisirs	9 326	21	0,2	3,0
Hébergement et restauration	23 131	-33	-0,1	1,4
Autres	24 443	25	0,1	1,6
Administrations publiques	58 497	53	0,1	2,0

PIB réel par principal secteur



*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

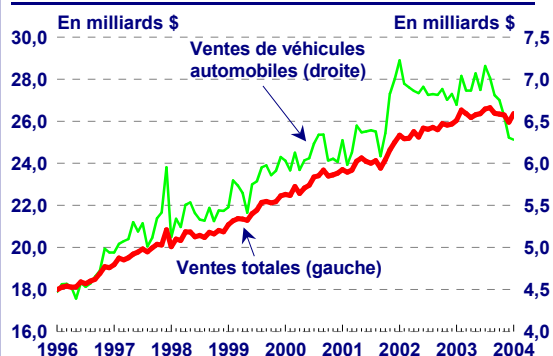
Les dépenses de consommation sont à un point mort au quatrième trimestre de 2003...

- Les dépenses de consommation réelles ont légèrement augmenté au quatrième trimestre après avoir progressé de 4,6 % au troisième. Il s'agit de la plus faible hausse trimestrielle depuis le quatrième trimestre de 1995.
- Le ralentissement est largement attribuable à la diminution des achats de biens durables. Les ventes d'automobiles neuves ont fléchi de 29,0 % et les ventes de camions ont chuté de 50,2 %, alors que les dépenses relatives aux biens non durables et aux services se sont accrues. Au troisième trimestre, toutes les composantes des dépenses de consommation avaient augmenté.

...mais les perspectives sont plus encourageantes pour le premier trimestre de 2004

- Les ventes au détail se sont ressaisies en janvier, gagnant 1,6 %. En supposant que les ventes n'évoluent plus, cette hausse se traduira par une croissance annualisée de 2,4 % pour le premier trimestre, comparativement à 5,0 % au quatrième. De plus, outre les ventes de véhicules automobiles et récréatifs, les ventes au détail ont avancé de 2,2 %.
- Les ventes de véhicules automobiles ont augmenté de 1,3 % en janvier et de 7,7 % en février. On estime qu'elles se sont accrues de 3,0 % en mars. Néanmoins, la moyenne des ventes a diminué de 2,6 % au premier trimestre après avoir reculé de 34,3 % au quatrième.
- L'indice de confiance des consommateurs s'est redressé pour passer à 124,2 en mars, ce qui témoigne d'un regain d'optimisme quant aux achats d'articles à prix unitaires élevés et aux perspectives financières à court terme.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



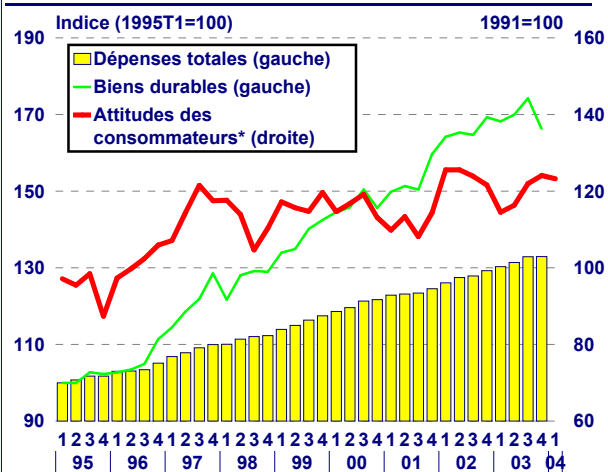
Ventes au détail et crédit à la consommation

Janvier 2004	Var. en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	26 362	1,6	1,2
Alimentation	5 971	1,2	3,5
Pharmacies	1 427	3,0	8,6
Vêtements	1 397	1,7	1,7
Meubles	1 673	-1,2	8,2
Automobiles	9 959	1,1	-4,4
Magasins de march. diverses	3 051	5,3	5,9
Tous les autres magasins	2 884	1,1	5,0
Total excluant véhicules automobiles	20 082	2,2	3,8
Crédit à la consommation	247	0,7	8,3

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2003 T3	2003 T4
Consommation réelle (En \$ 1997)	601 198	621 061	625 853	626 048
Variation en %	3,4	3,3	4,6	0,1
Biens durables	93 294	95 430	97 984	93 538
Variation en %	8,5	2,3	10,4	-17,0
Biens semi-durables	54 341	56 158	56 478	56 354
Variation en %	3,9	3,3	2,9	-0,9
Biens non durables	136 534	139 498	139 294	140 133
Variation en %	2,1	2,2	0,4	2,4
Services	317 885	330 860	333 310	336 582
Variation en %	2,6	4,1	5,5	4,0
Revenu disponible	698 479	717 818	719 636	721 544
Variation en %	4,7	2,8	1,5	1,1
Taux d'épargne (En %)	4,2	2,0	1,3	1,5
Ratio d'endettement (En %)	97,3	101,0	101,6	102,9

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada.



Investissements des entreprises

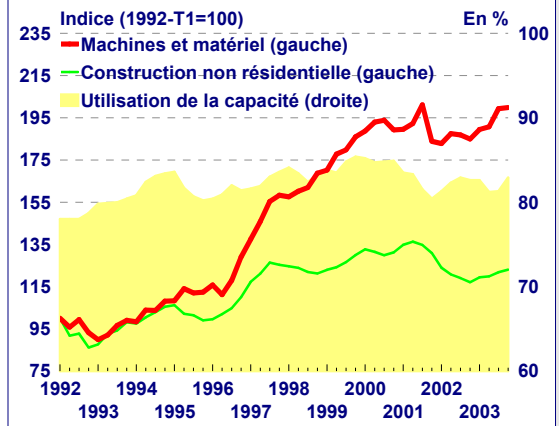
Les investissements des entreprises augmentent de nouveau au quatrième trimestre...

- Après avoir augmenté de 15,0 % (taux annuel) au troisième trimestre, les investissements des entreprises dans les usines et le matériel ont progressé de 2,1 % au quatrième trimestre. La construction non résidentielle a connu une hausse de 4,0 %, qui s'est ajoutée à la hausse de 6,9 % au troisième, et les investissements dans les machines et le matériel (M&M) ont avancé de 1,1 %, après avoir grimpé de 19,2 % au trimestre précédent.
- Grâce à la hausse des bénéfiques et à la baisse des prix des M&M importés, en raison de l'appréciation du dollar canadien, les investissements dans les M&M se sont accrus de 5,0 % en 2003, après avoir diminué de 3,2 % en 2002.

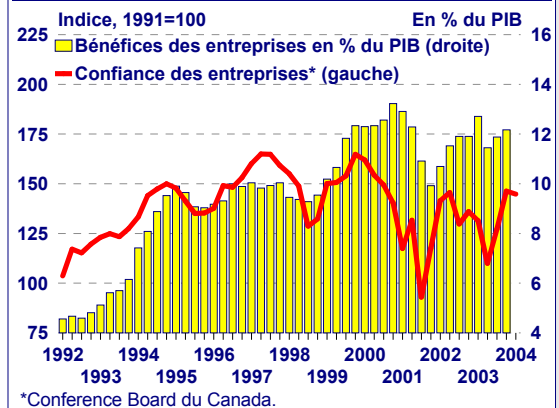
... et le niveau de confiance des entreprises reste élevé

- L'indice de confiance des entreprises s'est établi à 144,8 au premier trimestre de 2004. Il a gagné 35 points au cours des trois derniers trimestres, ce qui témoigne de l'optimisme accru des dirigeants d'entreprise à l'égard de l'économie canadienne, de leur situation financière et de leurs projets d'investissement.
- Les importations de M&M ont progressé de 9,3 % en février, soit la plus forte hausse en une décennie. La moyenne des importations de M&M en janvier et février est supérieure de 1,5 % à celle du quatrième trimestre.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conférence Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T1	2003 T2	2003 T3	2003 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	83 720	87 914	85 492	86 057	89 926	90 182
Variation en %	-3,2	5,0	10,1	2,7	19,2	1,1
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	43 044	43 341	42 759	42 910	43 632	44 064
Variation en %	-10,4	0,7	8,2	1,4	6,9	4,0
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,0	82,6	81,2	81,3	82,9
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,3	82,9	83,5	82,1	81,9	84,0
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	146 312	168 345	175 252	160 704	166 008	171 416
Variation en %	5,6	15,1	62,5	-29,3	13,9	13,7
Bénéfices - Industries non financières	113 379	127 002	137 188	119 748	123 992	127 080
Variation en %	10,2	12,0	65,8	-41,9	14,9	10,3
Bénéfices - Industries financières	32 934	41 343	38 064	40 956	42 016	44 336
Variation en %	-7,8	25,5	51,3	34,0	10,8	24,0
Crédit aux entreprises	887 953	903 434	898 970	901 062	904 209	909 497
Variation en %	3,7	1,7	1,8	0,9	1,4	2,4



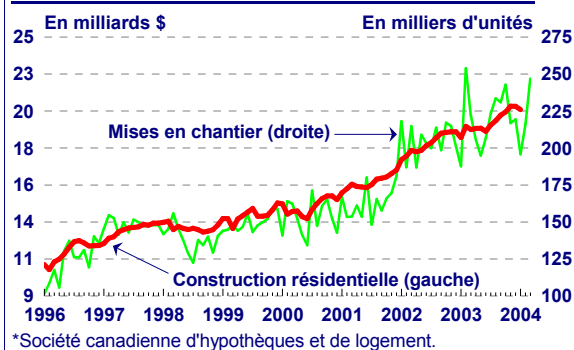
L'activité continue de s'accroître dans le secteur du logement au quatrième trimestre...

- La construction résidentielle réelle a progressé de 9,3 % (taux annuel) au quatrième trimestre. Il s'agit du sixième trimestre de croissance de suite. Pour l'ensemble de 2003, les investissements réels dans la construction résidentielle ont augmenté de 7,4 %, soit un peu plus que la moitié du taux de 2002 (14,1 %).

...et elle reste intense au premier trimestre de 2004

- Sous l'impulsion des fortes avances enregistrées en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse, les mises en chantier se sont fortement accrues, passant de 216 800 unités en février à 247 000 unités en mars, soit le niveau le plus élevé depuis février 2003. D'un trimestre à l'autre, cependant, les mises en chantier se sont établies en moyenne à 219 600 unités au premier trimestre, soit à peu près la même chose qu'au trimestre précédent.
- Les ventes de logements existants ont fait un bond de 13,5 % en mars et se sont chiffrées à 28 129 unités. Il s'agit du deuxième niveau en importance, les ventes mensuelles atteignant des sommets sur un certain nombre de marchés, y compris Vancouver, Calgary et Toronto.
- Malgré une baisse de 4,8 % en février, la valeur moyenne des permis de construction en janvier et février n'a pas changé par rapport à celle du quatrième trimestre.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En \$ 1997, en M; prix de base)	20 328	-1,0%	9,1%
Permis de construction, en M\$ (2)*	2 789	-4,8%	17,8%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	28 129	3 345	4 679
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	247 000	30 800	25 200
Terre-Neuve-et-Labrador	2 600	-2 200	1 000
Île-du-Prince-Édouard	700	400	100
Nouvelle-Écosse	11 200	7 300	-9 700
Nouveau-Brunswick	2 400	100	-1 100
Québec	64 600	7 900	20 900
Ontario	91 100	16 000	12 100
Manitoba	4 000	-200	800
Saskatchewan	3 300	1 300	-500
Alberta	37 400	-2 000	-3 300
Colombie-Britannique	29 600	2 200	4 800

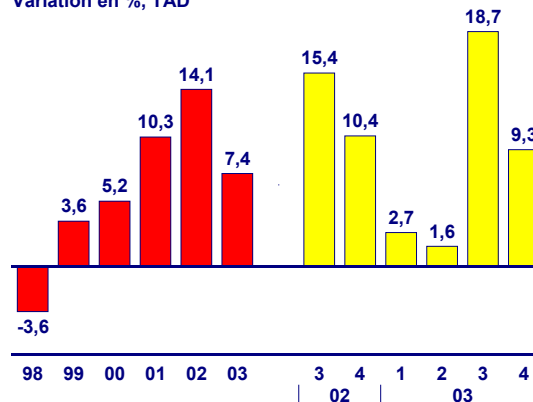
1 - Données de janvier 2 - Données de février 3 - Données de mars.
Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immeuble;
***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2003 T3	2003 T4
Construction résidentielle	57 854	62 130	63 158	64 585
Variation en %	14,1	7,4	18,7	9,3
Logements neufs	28 782	30 653	30 763	32 212
Variation en %	23,1	6,5	17,1	20,2
Travaux de réparation et d'amélioration	20 605	22 637	22 860	23 364
Variation en %	5,0	9,9	5,8	9,1
Frais de propriété et de transfert	8 484	8 917	9 544	9 100
Variation en %	9,5	5,1	56,6	-17,3

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD





Commerce

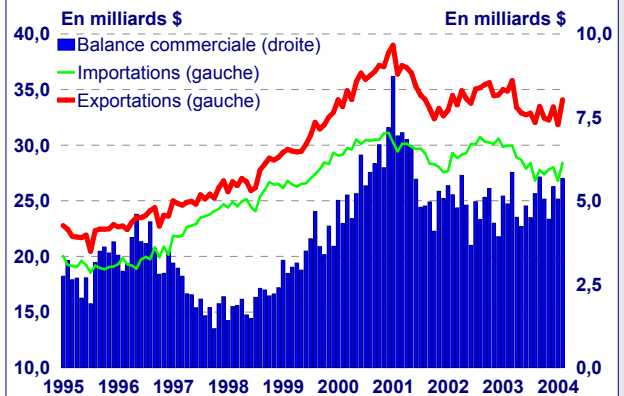
Le commerce de marchandises se redresse en février...

- Les exportations se sont accrues de 7,0 % en février après avoir reculé de 4,7 % au mois précédent. Les produits automobiles, les produits forestiers ainsi que les machines et le matériel ont affiché les plus fortes hausses. Les exportations destinées aux États-Unis, au Japon et à l'Union européenne ont progressé. Le volume des exportations a augmenté de 4,8 % et leurs prix se sont redressés de 2,2 %. Toutefois, en glissement annuel, les prix ont fléchi de 6,9 %, tandis que le volume a augmenté de 4,7 %.
- Les importations de marchandises ont aussi connu une hausse (6,1 %), après avoir enregistré une baisse de 4,3 % en janvier. Tous les principaux groupes de produits de base ont affiché des gains, en particulier les machines et le matériel. Les importations de toutes les principales régions commerciales se sont accrues. Le volume des importations a augmenté de 4,4 %, et les importateurs ont payé 1,7 % de plus pour leurs marchandises. Les prix des importations ont diminué de 9,7 %, d'une année à l'autre, mais le volume des importations a augmenté de 4,6 %.

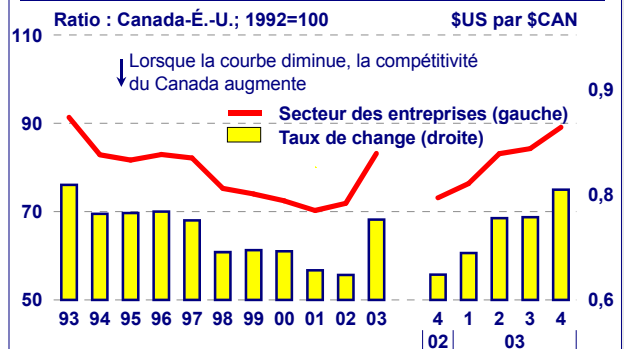
...et l'excédent commercial monte en flèche

- En février, l'excédent avec les États-Unis a augmenté de 0,7 milliard de dollars, alors que le déficit avec les autres pays s'est creusé de 0,1 milliard. Ainsi, l'excédent du Canada au chapitre du commerce des marchandises a fait un bond de 0,6 milliard de dollars pour s'établir à 5,7 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Source : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Commerce de marchandises

Février 2004	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Janvier 2004	Février 2004	Janv. - févr. 2003	Janv. - févr. 2004	Janv. à févr. 2004	Janv. à févr. 2004	Janv. à févr. 2003 à Janv. à févr. 2004	
Exportations	31 848	34 089	69 845	65 937	2 241	7,0	-5,6	
vers les États-Unis	25 883	27 685	58 048	53 568	1 802	7,0	-7,7	
Importations	26 797	28 419	59 803	55 216	1 622	6,1	-7,7	
en provenance des États-Unis	18 664	19 740	42 423	38 404	1 076	5,8	-9,5	
Balance commerciale	5 051	5 670	10 042	10 721	619			
avec les États-Unis	7 219	7 945	15 625	15 164	726			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 366	2 450	4 961	4 816	84	3,6	-2,9	
Produits énergétiques	4 952	5 157	11 138	10 109	205	4,1	-9,2	
Produits de la forêt	2 794	3 019	5 802	5 813	225	8,1	0,2	
Biens et matériaux industriels	5 834	6 160	11 223	11 994	326	5,6	6,9	
Machines et matériel	6 821	7 365	15 823	14 186	544	8,0	-10,3	
Produits automobiles	6 652	7 433	15 251	14 085	781	11,7	-7,6	
Autres biens de consommation	1 342	1 443	2 945	2 785	101	7,5	-5,4	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 672	1 766	3 696	3 438	94	5,6	-7,0	
Produits énergétiques	1 556	1 675	3 402	3 231	119	7,6	-5,0	
Produits de la forêt	229	241	525	470	12	5,2	-10,5	
Biens et matériaux industriels	5 307	5 576	11 707	10 883	269	5,1	-7,0	
Machines et équipement	7 679	8 391	17 011	16 070	712	9,3	-5,5	
Produits automobiles	5 748	6 007	13 640	11 755	259	4,5	-13,8	
Autres biens de consommation	3 705	3 753	7 850	7 458	48	1,3	-5,0	



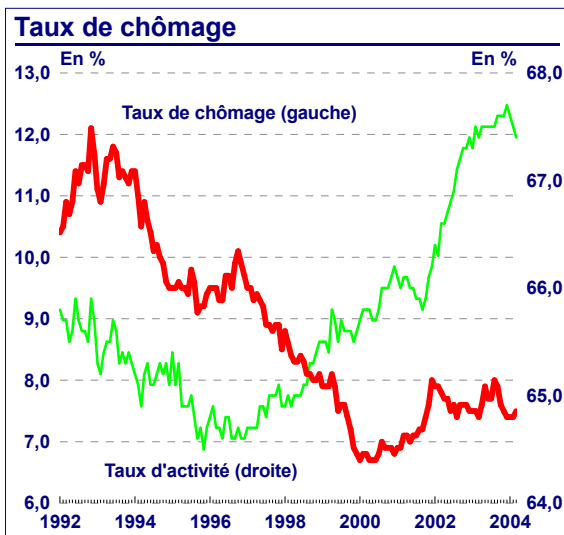
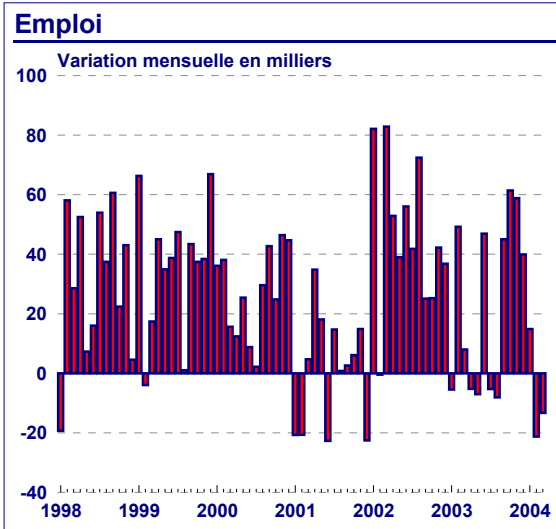
Emploi et chômage

L'emploi régresse en mars...

- Le nombre d'emplois a diminué (13 300) en mars. Les pertes d'emplois se trouvent encore dans l'emploi à temps partiel puisque le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 2 900. Depuis le début de l'année, on compte 19 600 emplois de moins, résultat d'une hausse de 61 100 emplois à temps plein et d'une baisse de 80 500 emplois à temps partiel.
- En mars, l'emploi a reculé chez les adultes (-7 000) et chez les jeunes (-6 300). Le repli a été plus marqué dans le groupe des 55 ans et plus (-22 700). Ce groupe avait auparavant connu sept augmentations mensuelles de suite.
- Le secteur public compte 6 500 emplois de plus en mars, tandis que le secteur privé a connu une diminution de 19 700 emplois, dont la plupart sont des emplois autonomes (-16 600).
- Le taux d'activité et le taux d'emploi se sont légèrement repliés pour s'établir à 67,4 % et à 62,4 %, respectivement. Toutefois, ces taux ne sont inférieurs que de 0,3 point de pourcentage aux sommets de tous les temps enregistrés en décembre 2003.

...et le taux de chômage passe à 7,5 %

- En mars, le taux de chômage est passé à 7,5 % après être resté à 7,4 % durant les trois derniers mois. Chez les adultes, le taux de chômage s'est accru de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 6,2 % et, chez les jeunes, il a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 14,3 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 2003	Février 2004	Mars 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 694,3	15 914,4	15 901,1	-13,3	206,8	-19,6	-0,1	1,3
Temps plein	12 735,5	12 975,4	12 978,3	2,9	242,8	61,1	0,0	1,9
Temps partiel	2 958,9	2 939,0	2 922,9	-16,1	-36,0	-80,5	-0,5	-1,2
Jeunes 15-24	2 422,9	2 389,3	2 383,0	-6,3	-39,9	-35,8	-0,3	-1,6
Adultes 25+	13 271,5	13 525,1	13 518,1	-7,0	246,6	16,3	-0,1	1,9
Travailleurs indépendants	2 392,1	2 428,2	2 411,6	-16,6	19,5	-25,8	-0,7	0,8
Chômage	1 256,9	1 265,9	1 287,0	21,1	30,1	20,2	1,7	2,4
Taux de chômage	7,4	7,4	7,5	0,1	0,1	0,1		
Jeunes 15-24	12,8	14,1	14,3	0,2	1,5	0,3		
Adultes 25+	6,4	6,1	6,2	0,1	-0,2	0,1		
Population active	16 951,2	17 180,3	17 188,1	7,8	236,9	0,7	0,0	1,4
Taux d'activité	67,4	67,5	67,4	-0,1	0,0	-0,3		
Taux d'emploi	62,4	62,5	62,4	-0,1	0,0	-0,3		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

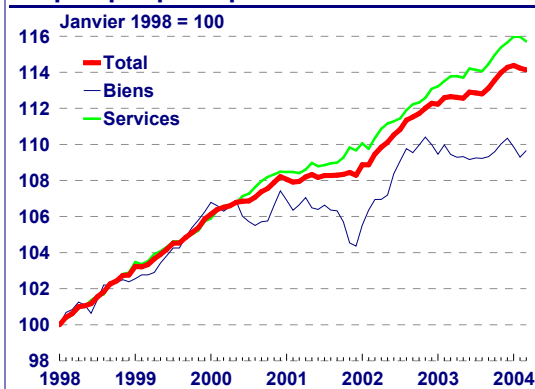
L'emploi s'améliore dans le secteur des biens...

- En mars, le nombre d'emplois a augmenté de 13 300 dans le secteur des biens après avoir diminué de 20 800 en février. Les industries de la fabrication (7 100) et les services publics (6 600) ont affiché les plus fortes hausses.
- D'une année à l'autre, le secteur des biens a gagné 7 800 emplois, résultat d'une hausse de 23 900 emplois dans la construction et d'une perte de 20 900 emplois dans la fabrication. Les effectifs recensés dans le secteur de la fabrication en mars restent inférieurs de 78 400 au dernier sommet enregistré en août 2002. Cela s'explique, en partie, par l'appréciation du dollar canadien.

...mais il régresse dans le secteur des services

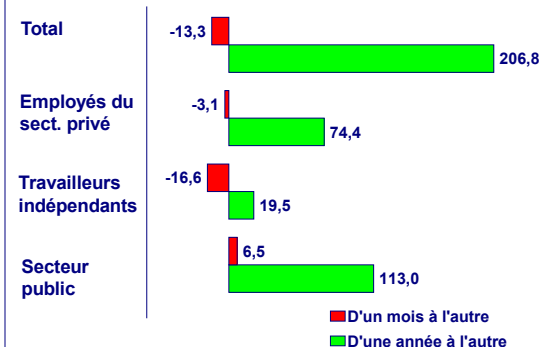
- Dans le secteur des services, on compte 26 600 emplois de moins en mars, ce qui a annulé la hausse observée en janvier. Ainsi, le nombre d'emplois dans ce secteur n'a augmenté que de 5 300 depuis le début de l'année. D'une année à l'autre, il y a 199 000 emplois de plus dans le secteur des services.
- Les industries de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location (14 600), de la santé et de l'assistance sociale (10 600) ainsi que du transport et de l'entreposage (5 000) sont les seules à avoir profité de hausses importantes.
- Ont enregistré les plus graves reculs, les services aux entreprises et les services relatifs aux bâtiments (-19 700), les services d'enseignement (-19 100), ainsi que l'information, la culture et les loisirs (-13 600).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Mars 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 2003	Février 2004	Mars 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 982,6	3 977,1	3 990,4	13,3	7,8	-24,9	0,3	0,2
Agriculture	339,4	341,3	343,1	1,8	3,7	-3,4	0,5	1,1
Ressources naturelles*	290,9	295,6	293,3	-2,3	2,4	-2,7	-0,8	0,8
Services publics	131,5	123,7	130,3	6,6	-1,2	-0,4	5,3	-0,9
Construction	915,0	938,7	938,9	0,2	23,9	-18,2	0,0	2,6
Fabrication	2 305,7	2 277,7	2 284,8	7,1	-20,9	-0,2	0,3	-0,9
Services	11 711,7	11 937,3	11 910,7	-26,6	199,0	5,3	-0,2	1,7
Commerce	2 443,6	2 493,3	2 491,9	-1,4	48,3	14,5	-0,1	2,0
Transport	765,3	805,5	810,5	5,0	45,2	28,3	0,6	5,9
FASI*	927,4	948,9	963,5	14,6	36,1	6,8	1,5	3,9
Services prof./scientifiques	1 003,9	1 014,8	1 014,6	-0,2	10,7	30,1	-0,0	1,1
Administration et gestion	608,0	629,2	609,5	-19,7	1,5	-28,1	-3,1	0,2
Enseignement	1 051,9	1 077,4	1 058,3	-19,1	6,4	-2,8	-1,8	0,6
Soins de santé/assist. sociale	1 666,8	1 726,6	1 737,2	10,6	70,4	5,0	0,6	4,2
Information, culture, loisirs	687,0	731,1	717,5	-13,6	30,5	0,5	-1,9	4,4
Hébergement et restauration	1 042,8	1 013,7	1 011,9	-1,8	-30,9	-17,6	-0,2	-3,0
Autres services	720,3	680,6	678,9	-1,7	-41,4	-20,7	-0,2	-5,7
Administrations publiques	794,8	816,3	816,8	0,5	22,0	-10,8	0,1	2,8

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

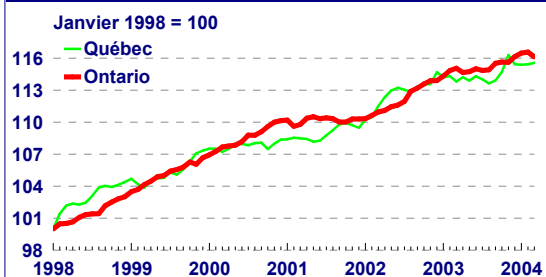
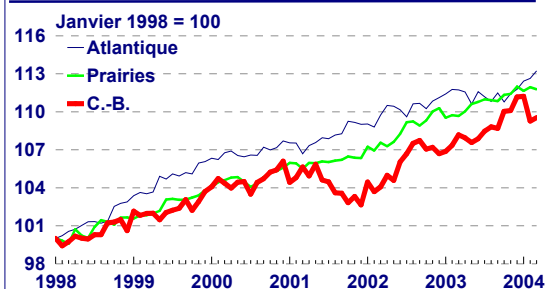
Les pertes d'emplois sont concentrées en Ontario...

- En mars, l'Ontario a perdu 24 500 emplois, ce qui a essentiellement effacé les gains enregistrés aux deux premiers mois de l'année. Ces pertes ont surtout été subies par les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien. Par ailleurs, Terre-Neuve-et-Labrador a connu une hausse de 2 %, soit 4 300 emplois, les gains les plus importants étant le fait du commerce de détail et de la construction. La Colombie-Britannique (5 100) et la Nouvelle-Écosse ont aussi enregistré de fortes hausses. Au Québec, l'emploi a peu évolué pour un troisième mois de suite.
- D'une année à l'autre, toutes les provinces ont affiché des hausses, en particulier l'Alberta (2,8 %), Terre-Neuve-et-Labrador (2,2 %), l'Île-du-Prince-Édouard (2,1 %) et la Nouvelle-Écosse (1,9 %).

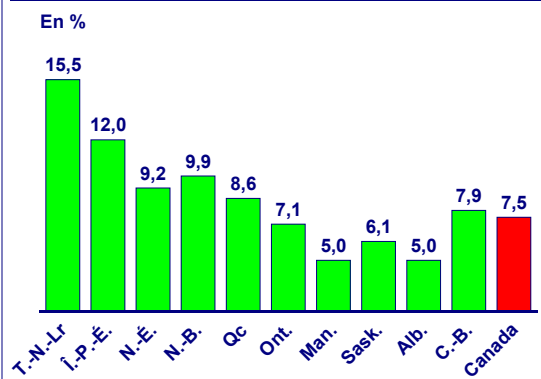
...et le taux de chômage évolue dans la plupart des provinces

- Le taux de chômage a le plus fortement diminué à Terre-Neuve-et-Labrador (1,0 point de pourcentage, à 15,5 %). La Nouvelle-Écosse, le Québec et l'Alberta ont vu leur taux de chômage diminuer légèrement.
- Les taux de chômage ont augmenté en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba.
- Depuis mars 2003, le taux de chômage a fléchi dans la plupart des provinces, surtout à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, mais il s'est nettement accru en Ontario et en Saskatchewan.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Mars 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Mars 2004	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Mars 2004	Variation depuis le mois dernier l'an dernier		
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	15 901,1	-13,3	-0,1	206,8	1,3	7,5	0,1	0,1	
Terre-Neuve-et-Labrador	223,3	4,3	2,0	4,7	2,2	15,5	-1,0	-1,4	
Île-du-Prince-Édouard	68,8	-0,1	-0,1	1,4	2,1	12,0	0,3	-0,6	
Nouvelle-Écosse	442,7	2,2	0,5	8,1	1,9	9,2	-0,2	-0,1	
Nouveau-Brunswick	350,2	-0,7	-0,2	0,2	0,1	9,9	0,4	0,0	
Québec	3 686,1	4,5	0,1	56,2	1,5	8,6	-0,2	-0,4	
Ontario	6 283,8	-24,5	-0,4	57,8	0,9	7,1	0,5	0,5	
Manitoba	571,7	-1,3	-0,2	4,5	0,8	5,0	0,2	0,1	
Saskatchewan	487,5	-0,9	-0,2	0,4	0,1	6,1	0,4	0,4	
Alberta	1 746,0	-1,7	-0,1	48,2	2,8	5,0	-0,2	-0,2	
Colombie-Britannique	2 041,1	5,1	0,3	25,4	1,3	7,9	0,0	0,1	



Prix à la consommation et prix des produits de base

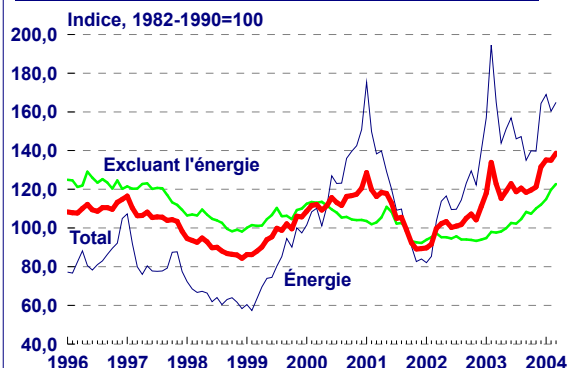
L'inflation s'établit à 0,7 % en mars...

- En glissement annuel, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,7 % en mars, soit le même taux qu'en février. La hausse des prix des cigarettes (7,8 %), des frais de scolarité (8,1 %) et des primes d'assurance-habitation (10,8 %) a été compensée par la baisse des prix de l'essence (-4,2 %) et du mazout (-19,3 %).
- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a progressé de 0,1 % en mars, soit le même taux qu'en février.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base, dont la croissance avait ralenti en février, ont augmenté de 13,0 %. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont subi une majoration de 2,7 %. En février, ils avaient reculé de 0,1 %. Outre les prix de l'énergie, les prix des produits de base se sont accrus de 2,8 % après avoir diminué de 5,1 % en février.

...et l'inflation selon l'indice de référence augmente et se situe à 1,3 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,1 % en février à 1,3 % en mars, soit un taux inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

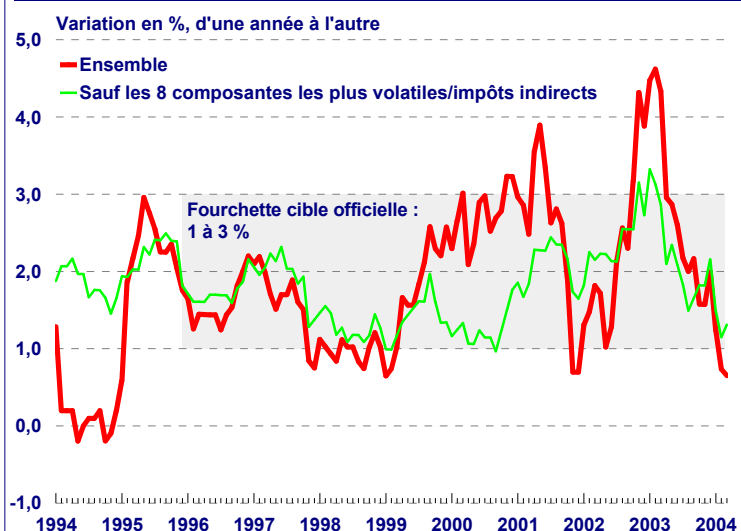
Prix des produits de base (\$US)



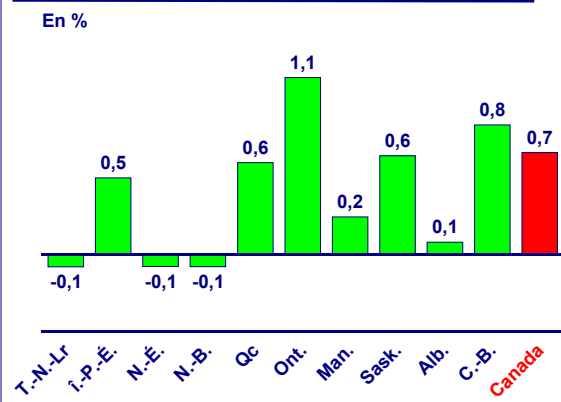
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	123,6	0,3	0,7
Alimentation	123,6	0,2	1,0
Logement	119,0	0,0	1,4
Dépenses du ménage	115,3	0,1	0,7
Habillement et chaussures	105,3	1,3	-0,2
Transport	142,8	0,6	-1,2
Santé et soins personnels	118,3	0,5	1,9
Loisirs, formation et lecture	127,3	0,6	0,5
Alcool et tabac	141,3	0,1	5,6
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	123,7	0,3	1,3
Énergie	143,3	1,0	-4,1
Prix des produits de base			
Indice, 1982-1990=100	138,6	2,7	13,0
Excluant l'énergie	122,8	2,5	25,8
Énergie	164,9	2,8	-0,1

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mars 2004





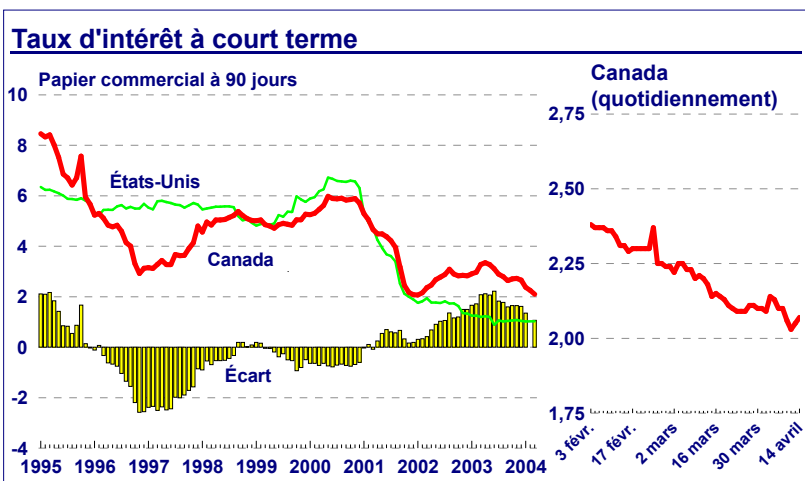
Taux d'intérêt à court et à long terme

La Banque du Canada ramène à 2,0 % son taux cible du financement à un jour

- Le 13 avril, la Banque du Canada a réduit de 25 points de base son taux cible du financement à un jour, portant à 125 points de base la réduction totale appliquée depuis juillet. Selon la Banque, les risques qui pèsent sur la croissance semblent équilibrés, et l'économie devrait croître de 2,75 % en 2004 et de 3,75 % en 2005. Le 16 mars, la Réserve fédérale américaine a maintenu son taux des fonds fédéraux à 1,0 %, et on s'attend à ce qu'elle continue de faire preuve de patience pour ce qui est de l'orientation de sa politique. La prochaine annonce concernant les taux aux États-Unis est prévue pour le 4 mai.
- Le taux du papier commercial à 90 jours au Canada est passé à 2,1 % le 14 avril, en baisse par rapport à 2,7 % en décembre dernier. Sa contrepartie américaine est restée stable, à près de 1,1 % le 14 avril, ce qui a resserré davantage l'écart entre les taux d'intérêt, celui-ci se situant à 100 points de base.

Les taux à long terme en Amérique du Nord augmentent sensiblement

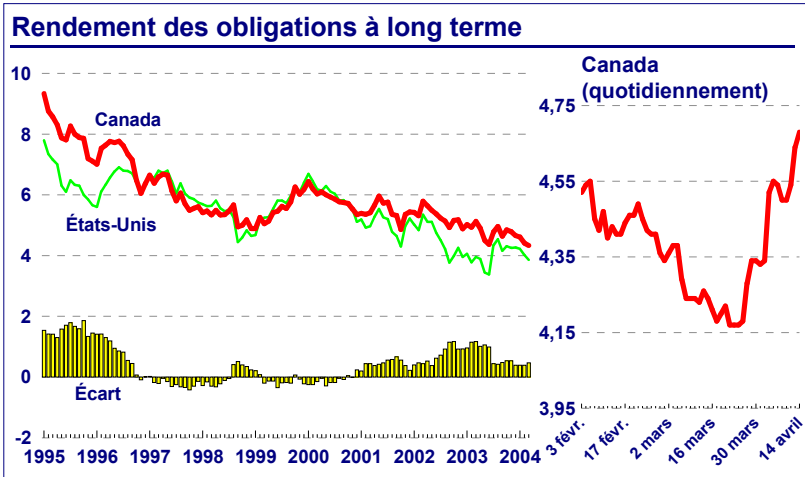
- Les rendements des obligations à long terme empruntent depuis quelques semaines une trajectoire ascendante. En effet, la publication de certaines données économiques montrant des résultats dépassant les prévisions, surtout aux États-Unis, laisse à penser que les banques centrales interviendront plus tôt que prévu. Les rendements des obligations à dix ans ont gagné environ 70 points de base aux États-Unis depuis la mi-mars pour s'établir à 4,4 %. Au Canada, les rendements ont gagné 40 points de base pour se fixer à 4,6 %.
- Le taux hypothécaire à un an est passé à 4,45 % le 14 avril, contre 4,3 % en janvier. Le taux à cinq ans a aussi augmenté, passant à 5,95 %, mais il reste inférieur à celui d'il y a un an.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Octobre	2,71	1,65	4,85	0,54
Novembre	2,73	1,65	4,79	0,54
Décembre	2,66	1,62	4,66	0,39
Janvier	2,37	1,35	4,61	0,39
Février	2,25	NA	4,41	0,39
Mars	2,10	1,07	4,33	0,47
14 avril *	2,07	1,00	4,68	0,28

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendant américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Octobre	2,75	4,50	4,55	6,40
Novembre	2,75	4,50	4,75	6,50
Décembre	2,75	4,50	4,75	6,45
Janvier	2,50	4,25	4,30	6,05
Février	2,50	4,25	4,30	5,80
Mars	2,25	4,00	4,30	5,70
14 avril *	2,00	3,75	4,45	5,95

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



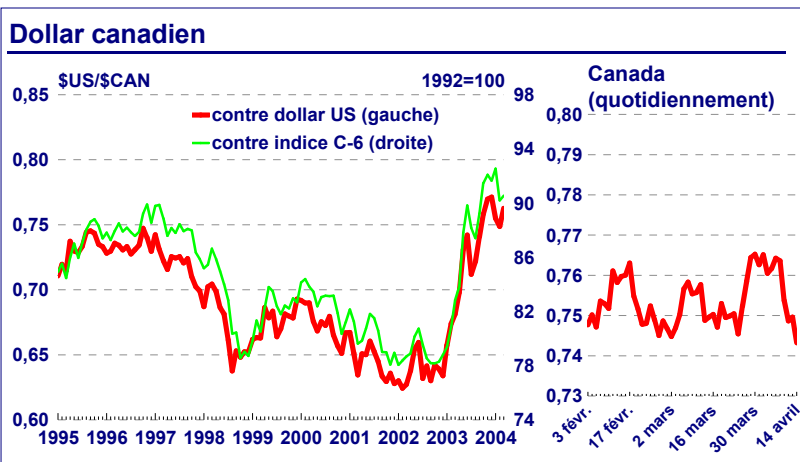
Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien fléchit depuis quelques semaines

- Les signes témoignant de l'autonomie de la croissance économique aux États-Unis ont contribué au raffermissement du dollar américain par rapport aux autres grandes devises, y compris le dollar canadien. La nouvelle réduction des taux d'intérêt au Canada a aussi exercé une pression à la baisse sur notre devise. Le 20 avril, le dollar canadien a terminé la séance à 73,7 cents US par rapport au sommet qu'il avait atteint le 9 janvier (78,7 cents US), ce qui représente une hausse d'environ 10 cents US (16 %) depuis janvier 2003.
- Le dollar canadien est resté stable par rapport à l'euro après avoir repris un peu de vigueur en mars, mais il a reculé d'environ 3 % par rapport au yen japonais depuis le début de l'année.

Les marchés boursiers nord-américains perdent un peu de leur élan

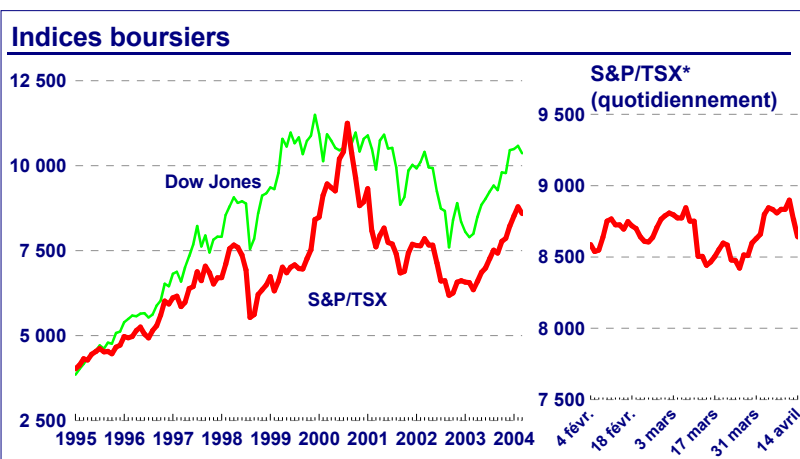
- Les indices boursiers se sont légèrement repliés ces dernières semaines en partie à cause de la croissance des taux d'intérêt à long terme. Le S&P/TSX a perdu 3,3 % en près d'une semaine pour clôturer à 8 603 points le 20 avril. Ce résultat est néanmoins supérieur à celui du début de l'année. Les sous-indices des technologies de l'information et des télécommunications ont maintenu leur vigueur, et l'or a remonté après avoir connu une période de faiblesse en janvier.
- Le Dow Jones a terminé la séance du 20 avril à 10 315 points, en baisse de 1,0 % depuis le début de l'année.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Octobre	0,7584	91,48	n/a	n/a
Novembre	0,7698	92,09	1,558	84,38
Décembre	0,7713	91,65	1,628	82,86
Janvier	0,7548	92,54	1,652	79,83
Février	0,7487	90,19	1,669	81,60
Mars	0,7626	90,55	1,615	79,53
14 avril	0,7432	*89,69	1,605	80,75

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois mars	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX	8 586	-2,3	35,4
Énergie	166	-0,7	32,5
Métaux et mines	223	-3,4	80,0
Services publics	156	2,5	25,9
Matériaux	155	-0,2	40,6
Produits industriels	75	-4,2	36,9
Services financiers	142	0,7	33,8
Or	230	8,8	42,7
Télécommunications	64	-6,7	30,6
Technologies de l'information	32	-8,7	105,1
Consommation discrétionnaire	87	-3,2	32,8
Consommation de base	176	-0,2	23,3
S&P 500	1 126,2	-1,6	32,8
Dow Jones	10 358	-2,1	29,6



Tendances de l'économie américaine

Au quatrième trimestre, le PIB réel des États-Unis croît vigoureusement...

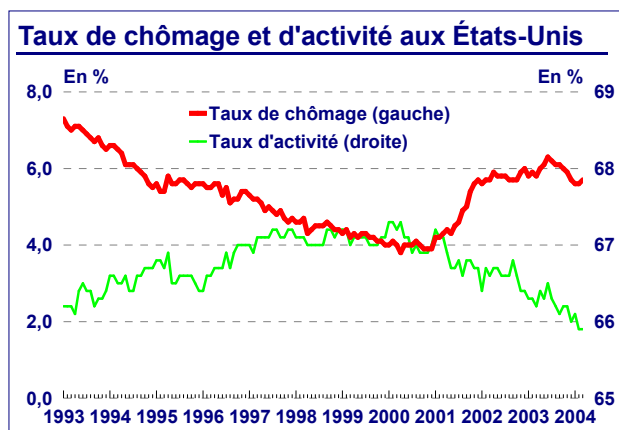
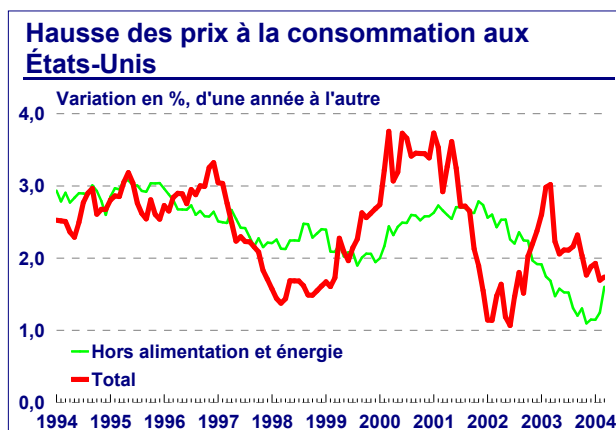
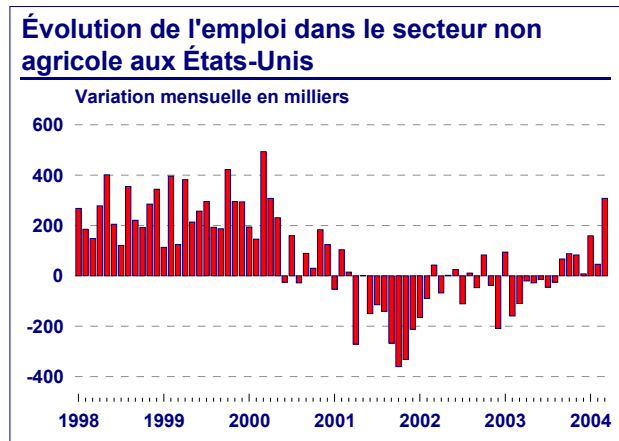
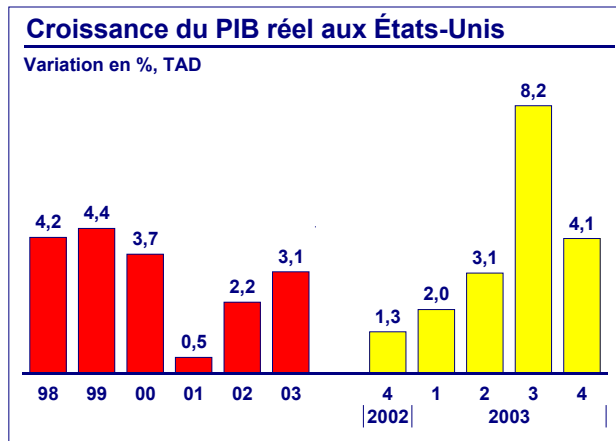
- Le PIB réel a augmenté de 4,1 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 2003, après avoir fait un bond de 8,2 % au troisième, soit le taux le plus élevé en 20 ans. La croissance enregistrée au quatrième trimestre a été alimentée par les dépenses de consommation, les dépenses des entreprises en biens d'équipement et les exportations. Pour l'ensemble de 2003, le PIB réel a progressé de 3,1 %, soit le rythme le plus vigoureux depuis 2000.

...et les indicateurs récents laissent présager le maintien de cette vigueur au premier trimestre de 2004

- En mars, l'activité commerciale s'est intensifiée selon l'Institute for Supply Management (ISM), dont l'indice pour le secteur de la fabrication a augmenté pour s'établir à 62,5. L'indice de l'ISM pour le secteur autre que de fabrication (principalement les services) a également progressé en mars pour se fixer à 65,8. Il s'agit du douzième mois de croissance d'affilée. La production industrielle a avancé de 6,6 % au premier trimestre de 2004, après avoir gagné 5,6 % au trimestre précédent. Les ventes au détail ont augmenté de 9,5 % au premier trimestre de 2004 après avoir connu une hausse de 4,5 % au trimestre précédent. Toutefois, l'indice de confiance des consommateurs (établi par l'Université du Michigan) a reculé en février, en mars et au début d'avril pour s'établir à 93,2 par rapport au sommet enregistré en janvier, soit 103,8.

L'emploi progresse vivement en mars

- En mars, le nombre d'emplois non agricoles a augmenté de 308 000 (trois fois le niveau prévu), dans la foulée de la hausse des effectifs des industries de la construction, des ventes au détail, ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale. Depuis août 2003, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 759 000. Le taux de chômage est resté à 5,7 % en mars, par rapport au dernier sommet atteint en juin 2003, soit 6,3 %.
- Après avoir fait un bond de 9,5 % au troisième trimestre, la productivité du secteur non agricole a augmenté de 2,6 % (taux annuel) au quatrième trimestre, la production s'étant accrue de 4,1 % et le nombre d'heures travaillées ayant augmenté de 1,5 %. Il s'agit de la plus forte hausse du nombre d'heures depuis le premier trimestre de 2000. La variation, mesurée d'une année à l'autre, de l'IPC global s'est établie à 1,7 % et celle de l'IPC hors aliments et énergie s'est fixée à 1,6 % en mars.

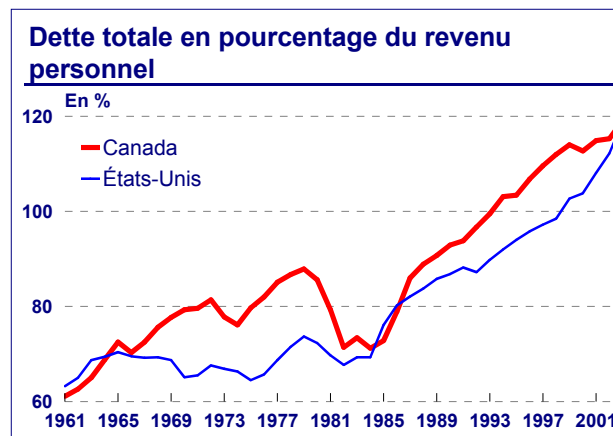
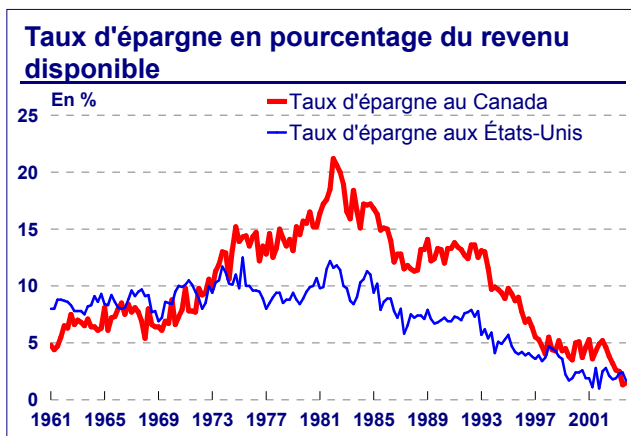


Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Situation financière des ménages

Le taux d'épargne des particuliers chute alors que leur niveau d'endettement dépasse largement leur revenu disponible

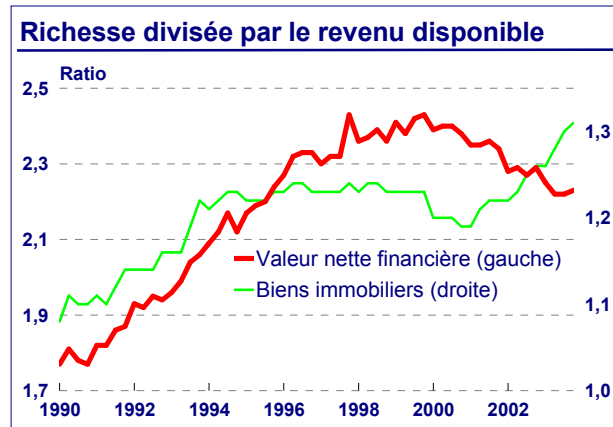
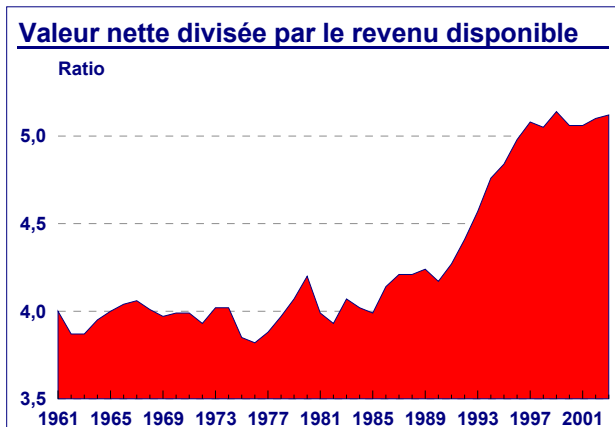
- Au quatrième trimestre de 2003, le taux d'épargne des ménages s'est établi à 1,5 %, ce qui est légèrement supérieur au taux observé au troisième trimestre (1,3 %), mais inférieur au taux de 4,2 % en 2002 et au taux moyen sur 40 ans d'environ 10 %. Aux États-Unis, le taux d'épargne des particuliers a aussi considérablement diminué, alors que la dette des ménages a augmenté. Au quatrième trimestre de 2003, le taux d'épargne est passé à 1,7 % comparativement à la moyenne à long terme de 7,5 %.
- Certains analystes s'interrogent sur la durabilité de la croissance fondée sur les dépenses de consommation, compte tenu du taux d'épargne qui se trouve à un creux historique et des niveaux d'endettement élevés. On craint que la croissance des taux d'intérêt entraîne une hausse des frais de service de la dette et exerce une pression à la baisse sur les marchés boursiers et le marché du logement, ce qui pourrait freiner les dépenses de consommation.



Source : Comptes nationaux et Comptes du bilan national, Statistique Canada, Réserve fédérale américaine et Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

La hausse de la dette témoigne d'une accumulation de biens

- La diminution du taux d'épargne des particuliers a été jumelée à l'augmentation des ratios d'endettement durant les années 90, sous l'effet de la croissance plus rapide du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire. La dette totale en pourcentage du revenu disponible n'a cessé de s'accroître, passant d'environ 72 % au milieu des années 80 à près de 120 % en 2003, en raison surtout d'un accroissement des biens hypothéqués. Les consommateurs se servent aussi davantage de leurs cartes de crédit.
- À l'augmentation de la dette des ménages s'est greffée l'accumulation de l'avoir et des biens immobiliers, et le revenu personnel disponible réel a progressé durant la deuxième moitié des années 90. Cette progression des actifs financiers et non financiers a fait croître la valeur nette des ménages de sorte qu'en 2003, la valeur nette était cinq fois plus grande que le revenu disponible et supérieure à la moyenne à long terme (42 ans).

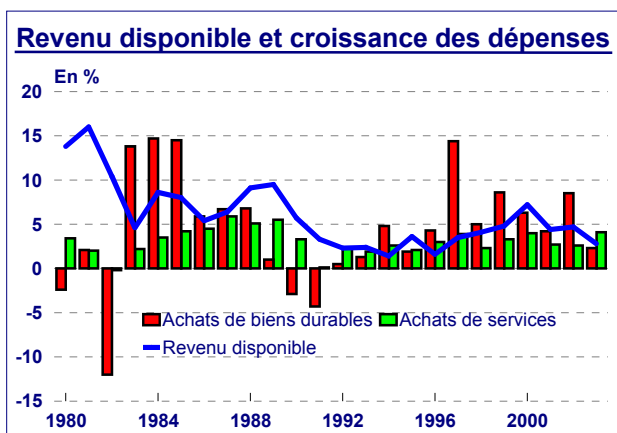
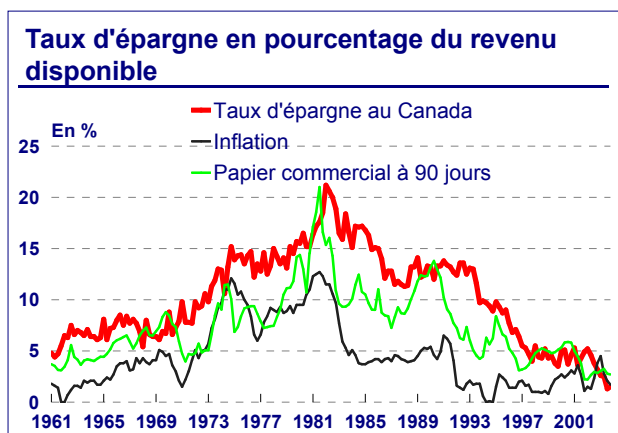


Source : Comptes nationaux et Comptes du bilan national, Statistique Canada.

Situation financière des ménages

La décroissance du taux d'épargne concorde avec la croissance de la richesse et la diminution de l'inflation et des taux d'intérêt

- L'une des raisons qui expliquent la diminution du taux d'épargne durant les années 90 est l'accroissement de l'actif des ménages, lequel est attribuable à la croissance des marchés boursiers et des prix du logement. La hausse des prix des actions et la richesse immobilière ont amené les consommateurs à dépenser une plus grande part de leur revenu, ce qui a eu pour effet de réduire l'épargne provenant de leur revenu. Selon une récente étude du Fonds monétaire international (FMI)*, il semble que les politiques fiscales et monétaires ont aussi eu des effets importants à long terme sur le taux d'épargne. Depuis quelques années, la faible inflation et l'amélioration des finances publiques (le secteur public étant passé du rôle d'emprunteur à celui d'épargnant) ont contribué à freiner l'épargne des particuliers. Les résultats de cette étude montrent que le taux d'épargne devrait maintenant se situer aux alentours de 4,5 %. Ainsi, il pourrait augmenter par rapport au taux actuel, qui est inférieur à 2,0 %.
- Toutefois, la façon de mesurer le taux d'épargne officiel ne fait pas l'unanimité. Si l'on tient compte d'autres éléments du revenu et de l'épargne des particuliers, on constate que le taux d'épargne officiel est peut-être inférieur à la valeur réelle de l'épargne dans l'économie. Si l'on inclut dans l'épargne les gains en capital et les achats de biens durables, qui ont augmenté ces dernières années, le taux d'épargne se rapproche davantage de la moyenne historique.

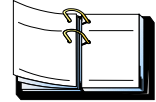


Source : Comptes nationaux et Comptes du bilan national, Statistique Canada.

La situation financière des ménages semble assez solide pour soutenir les dépenses de consommation

- Les achats de biens durables, y compris les automobiles et le logement, ont progressé depuis deux ans. Cette hausse reflète bien la faiblesse des taux d'intérêt, l'augmentation de la richesse et la demande refoulée. Il ne faudrait pas penser que la diminution du taux d'épargne des consommateurs et la hausse de leur niveau d'endettement risquent de façon importante de faire fléchir les dépenses de consommation puisque la richesse des ménages s'est accrue et qu'elle est cinq fois supérieure à leur niveau d'endettement. De plus, les coûts d'intérêt ne constituent que 7,5 % de leur revenu disponible, contre 8,5 % en 2001.
- La plupart des analystes prévoient un ralentissement des achats d'articles à prix unitaires élevés cette année, étant donné la vigueur de ceux-ci depuis quelques années. Ainsi, le fléchissement des dépenses de consommation ne serait pas attribuable à la faiblesse des bilans des ménages. Selon Consensus Forecasts, les dépenses de consommation devraient croître de 2,7 % en 2004 comparativement à 3,3 % en 2003. D'autre part, le taux d'épargne devrait rester autour de 2,0 % en 2004 et s'accroître légèrement en 2005 dans le sillage de la hausse des taux d'intérêt.
- Il ne faut toutefois pas négliger la question de la vulnérabilité des consommateurs aux chocs imprévus tels qu'une flambée des taux d'intérêt, surtout les taux à long terme (compte tenu notamment de la crainte qu'inspire l'important déficit budgétaire des États-Unis, sans cesse croissant). La plupart des analystes s'attendent à une croissance ordonnée et progressive des taux d'intérêt dans la foulée d'une amélioration de la conjoncture et des perspectives économiques, notamment la progression du revenu disponible, facteur déterminant des dépenses.
- Dans l'ensemble, la situation financière des ménages semble saine, et elle devrait pouvoir soutenir la consommation.

* IMF Country Report for Canada (no 04/60), mars 2004.



CANADA

Enquête sur la population active - Avril	7 mai
Commerce international de marchandises - Mars	12 mai
Enquête sur le secteur de la fabrication - Mars	14 mai
Indice des prix à la consommation - Avril	20 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2004	28 mai
PIB réel par industrie - Mars	31 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2004	31 mai
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2004	3 juin
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	8 juin

ÉTATS-UNIS

Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	4 mai
Situation de l'emploi - Avril	7 mai
Commerce international des biens et services - Mars	12 mai
Indice des prix à la consommation - Avril	14 mai
PIB - 1er trimestre 2003, estimations préliminaires	27 mai

Nota : Les IEM de mars-avril 2004 sont fondés sur les données connues au 21 avril 2004